

Bulletin d'histoire politique

Legaré, Anne. Le Québec otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les États-Unis, Montréal, VLB éditeur, 2003.

Daniel Robichaud



Volume 13, Number 3, Spring 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055082ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055082ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Robichaud, D. (2005). Review of [Legaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, Montréal, VLB éditeur, 2003.] *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 287–289.
<https://doi.org/10.7202/1055082ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Legaré, Anne. *Le Québec otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, Montréal, VLB éditeur, 2003.

DANIEL ROBICHAUD

Anne Legaré, l'auteure de *Le Québec, otage de ses alliés, les relations du Québec avec la France et les États-Unis* est professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal depuis 1975. Son livre exprime avec justesse les relations internationales du Québec avec les États-Unis et la France. Dans son analyse, elle interprète les regards de ces deux puissances sur la situation indépendantiste qui prévaut dans la décennie 1990-2000. Elle a déjà travaillé en tant que représentante du Québec à Washington, donc elle a de bonnes bases pour ce qui est des relations québéco-américaines. Elle connaît aussi le travail de terrain du côté français car elle était codirectrice du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois (CIFQ) au cours des années 1990. Les sources de l'auteure sont de l'observation, de l'enquête et de l'analyse de sources secondaires. Pour Anne Legaré, les États-Unis voient la souveraineté comme une menace au *statu quo* en Amérique du Nord et pour la France, c'est une politique officielle de non-ingérence. Le Canada, qui veut préserver l'unité canadienne, ne désire pas que le Québec négocie directement avec ces deux grandes puissances. Le Québec, quant à lui, veut prouver aux États-Unis son américanité et montrer son autonomie à la France.

Il est certain que le rayonnement du Québec à l'étranger est important, il est impératif de le poursuivre. La difficulté du Québec à recevoir des appuis clairs dans son projet d'indépendance le prouve. L'auteure soutient que le Québec, dans sa politique internationale, « doit désormais redresser le cap et clarifier sa destination afin de se donner comme elle devrait être, c'est-à-dire la composante d'un projet de société » (p. 38). Selon Anne Legaré, le Québec est otage de ses alliés américains et français. Dans un premier temps, elle traite des relations avec les États-Unis. Elle analyse l'attitude américaine et sa position quant au projet souverainiste québécois.

Ses quatre premiers chapitres montrent que l'appareil étatique états-unien est contre le projet de souveraineté, car celui-ci pourrait créer un danger précédent, un danger pour la paix, mais surtout un danger pour la déstabilisation du *statu quo* au nord. Les États-Unis, qui visent, selon l'auteur, le marché mondial pour leur prospérité et leur hégémonie, craignent la rupture de la sécurité et de la liberté de commerce au nord. Ils craignent des négociations tripartites avec le Québec et le Canada, d'un appui souvent fidèle. Pour eux, le projet souverainiste menace l'ALENA, l'OTAN et NORAD. Sans le Québec, le Canada ne pourrait tenir ses promesses à l'égard de ses accords politiques et militaires. Le Québec, quant à lui, est vu comme un « Cuba du Nord », un État protectionniste, à tendance socialiste et ethnocentriste. Le Québec tente de lui prouver qu'il n'est pas une menace à sa sécurité, qu'il n'y a pas de risque de violence, qu'il est une démocratie dotée d'une économie solide.

Selon Anne Legaré, malgré l'opinion québécoise de neutralité américaine, rien n'est moins vrai. Les médias tentent de ternir l'image du Québec en termes de nationalisme ethnique et évoquent le danger de la souveraineté québécoise. Les États-Unis utilisent la dissuasion préventive, des pressions diplomatiques, des voies judiciaires, du brouillage et du quadrillage. Il y a une cohérence absolue des points des vues canadiens et états-unis, et une concertation entre leurs représentants. Par exemple, les États-Unis ont conseillé le Canada dans la question de la loi sur la clarté référendaire. Selon eux, il faut une majorité claire d'appui québécois à la souveraineté pour que les États-Unis reconnaissent une souveraineté limitée et adoptent une position plus favorable au plan de l'État successeur dans les accords économiques et militaires qui prévalent en Amérique du Nord. Par-dessus tout, les États-Unis ne veulent pas voir la France intervenir dans la question de la souveraineté du Québec. C'est pour cela que le Canada et les États-Unis font des pressions pour empêcher les autres États d'entrer en relation avec le Québec.

Le Québec veut prouver aux États-Unis son américanité, c'est-à-dire donner une caution de son alignement américain. Le libre-échange est un fait acquis, l'ALENA convient aux intérêts du Québec et la majorité de son commerce extérieur se fait avec les États-Unis. Cet américanité a des effets à long terme sur la relation France-Québec. Cet américanité nous éloigne de la France malgré une grande coopération intellectuelle. Cette dernière n'apprécie guère le glissement proétats-unien. La diabolisation de la France par les États-Unis a rejoint le Québec et l'ALENA, et a provoqué un glissement culturel. Le Canada fait écran à la relation France-Québec. Pourtant, la France demeure un partenaire et un allié depuis des années, car les deux pays francophones ont des valeurs sociales similaires. Sa politique face au Québec a

trois dimensions : une sympathie naturelle et une affinité sociologique, des intérêts spécifiques face au Canada, et une diplomatie avec le Québec comme sujet indirect. Il est à rappeler que la moitié des importations françaises au Canada vont vers le Québec. La France veut convaincre le Québec d'entretenir des rapports économiques sur un axe est-ouest plutôt que nord-sud. Elle désire l'affaiblissement de l'allié canadien des États-Unis par la naissance de l'État québécois.

Selon Anne Legaré, le Québec, au niveau des relations internationales, doit travailler sur deux fronts : garder des liens solides avec la France et montrer son américanité aux États-Unis. Les choix de société du Québec doivent s'inscrire dans la durée au niveau de l'ouverture sur l'Europe et des retombées de l'intégration économique continentale. Ce qui distingue le Québec est le fait de parler français et sa culture singulière dans la région nord-américaine. Donc, selon l'auteur, l'identité québécoise renvoie à un sujet politique façonné par la langue, la culture et une histoire spécifique. Les relations internationales du Québec doivent être le reflet de cette distinction. Le Québec doit aussi faire face au danger de la satellisation face aux États-Unis et aux excès de la mondialisation. Les mouvements sociaux de solidarité, d'égalité, de justice et de démocratie doivent être les alliés de la souveraineté. En somme, le Québec doit garder sa liberté d'initiative et de manœuvre, ainsi que son autonomie face à ses alliés s'il ne veut plus en être otage.